

# Avocats au Conseil d'État et à la Cour de Cassation - L'Autorité de la concurrence lance une consultation publique en vue de préparer un nouvel avis relatif à la liberté d'installation de ces professionnels

Publié le 14 septembre 2022

---

La loi prévoit une révision des recommandations de créations d'offices d'avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation au moins tous les deux ans

L'Autorité lance aujourd'hui la procédure prévue à l'article L. 462-4-2 du code de commerce en vue d'élaborer un nouvel avis sur la liberté d'installation des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation et réviser ses recommandations en matière de création d'offices.

La loi prévoit en effet que ces recommandations, formulées « *en vue d'améliorer l'accès* » à ces offices, « *sont rendues publiques au moins tous les deux ans* ». Cette mission de l'Autorité résulte des dispositions de l'article 57 de la loi du n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité de chances économiques (dite « loi Macron »).

Pour mémoire, le dernier avis [1] relatif à cette profession a été publié au *Journal Officiel* du 9 avril 2021. L'Autorité y recommandait de porter le nombre d'offices d'avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation de 68 à 70.

Ainsi, deux offices supplémentaires ont été créés par arrêté du garde des Sceaux, ministre de la justice [2] et, après avis d'une commission instituée par voie réglementaire [3], attribués par arrêtés [4] à un professionnel exerçant à titre individuel et à une société civile professionnelle comptant deux associés.

Au total, depuis l'entrée en vigueur de la loi Macron, les recommandations formulées par l'Autorité depuis 2016 ont permis à 13 nouveaux professionnels libéraux d'embrasser cette carrière dans un office créé.

### **Une consultation publique pour éclairer les nouvelles recommandations de l'Autorité**

La consultation publique lancée ce jour marque le début des travaux de révision des recommandations pour la période 2023 – 2025.

Sont invités à y participer : les avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation en exercice (y compris les créateurs d'office), toute personne remplissant les conditions requises pour exercer cette profession (notamment les candidats à l'installation), les instances représentatives de la profession, les associations de consommateurs agréées, les associations, groupements et syndicats de professionnels, ainsi que toute autre personne estimant avoir un intérêt à prendre part à cette consultation. Les différentes contributions ainsi recueillies seront utiles à l'analyse menée par l'Autorité.

L'Autorité a identifié plusieurs enjeux importants sur lesquels les acteurs concernés sont invités à formuler des observations :

- le bilan des conséquences de la crise sanitaire sur l'activité des professionnels ;
- le retour d'expérience des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation nouvellement installés ;
- l'impact des installations sur les différentes parties concernées (professionnels en place, clientèle des offices, juridictions) ;
- la procédure de nomination dans les offices créés ;
- l'accès des femmes et des jeunes diplômés à la profession.

**Afin de contribuer à l'avis de l'Autorité et aux recommandations qui y seront associées, les acteurs concernés sont invités à répondre au questionnaire accessible en ligne en cliquant sur le lien ci-dessous avant le 14 octobre 2022.**

[1] Avis n° 21-A-02 du 23 mars 2021 relatif à la liberté d'installation et à des recommandations de créations d'offices d'avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation, [JORF n°0084 du 9 avril 2021](#)

[2] Arrêté du 20 avril 2022, [JORF n°0095 du 22 avril 2021](#).

[3] Article 27 du [décret n° 91-1125 du 28 octobre 1991](#) relatif aux conditions d'accès à la profession d'avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation.

[4] Arrêtés du 25 août 2021, [JORF n°0205 du 3 septembre 2021](#)

Texte n° 38 et [JORF n°0202 du 31 août 2021](#)

Texte n° 49.

## CONSULTATION PUBLIQUE

[Accéder au formulaire](#)

Les réponses individuelles à ce questionnaire sont confidentielles. Seuls des résultats agrégés et anonymes sont susceptibles d'être rendus publics.

## Contact(s)

Virginie Guin  
Directrice de la communication  
01 55 04 02 62  
[Contacter par mail](#)

Maxence Lepinoy  
Chargé de communication,  
responsable des relations avec les  
médias

06 21 91 77 11

Contacteur par mail